

# MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 116 • juin 2018



## STABILISATION, SÉCURITÉ, ÉLECTION : L'ONU ACCOMPAGNE

**MALI** : L'ONU NOTE DES PROGRÈS ENCOURAGEANTS DANS LE PROCESSUS DE PAIX DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE VOLATILE

**VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES AU MALI** : LE CHEF DE L'ONU LANCE UN APPEL AU CALME

**PROCESSUS ÉLECTORAL** : 148 AGENTS DES FORCES DE DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ DU MALI (FDSM) FORMÉS À LA SÉCURISATION DES ÉLECTIONS

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE • DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

116

## SOMMAIRE

## DANS CE NUMÉRO

**3 FURAJI II : UNE OPÉRATION DES CASQUES BLEUS AU FÉMININ**

**5 MALI : L'ONU NOTE DES PROGRÈS ENCOURAGEANTS DANS LE PROCESSUS DE PAIX DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE VOLATILE**

**6 VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES AU MALI : LE CHEF DE L'ONU LANCE UN APPEL AU CALME**

**7 À UN SOMMET DES CHEFS DE LA POLICE, L'ONU SOULIGNE LE RÔLE ESSENTIEL DES BÉRETS BLEUS**

**9 PROCESSUS ÉLECTORAL : 148 AGENTS DES FORCES DE DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ DU MALI (FDSM) FORMÉS À LA SÉCURISATION DES ÉLECTIONS**

**10 LA MINUSMA AIDE À RAMENER L'ÉLECTRICITÉ À KIDAL**

**11 GAO : LES RADIOS SENSIBILISÉES À UNE COUVERTURE IMPARTIALE ET ÉQUITABLE DES ÉLECTIONS**

**13 BRÈVES**

**18 COMMUNIQUÉS**



## FURAJI II : UNE OPÉRATION DES CASQUES BLEUS AU FÉMININ



*Dans le cercle de Douentza, la Force de la MINUSMA a mené une opération de grande envergure nommée Furadji. Le but de cette opération était de contribuer activement à la protection des civils de la région. Les Casques bleus mobilisés étaient issus des bataillons nigériens, sénégalais et togolais. Placée sous le commandement de la Force de réaction rapide sénégalaise, cette mission militaire comptait trois femmes, toutes du contingent togolais. Atout pour la mission, leur présence aura été également été bénéfique aux femmes et enfants des villages visités.*

« J'ai eu l'opportunité de participer à l'opération FURAJI I. Je peux sentir que j'ai muri pendant cette période. Je me suis sentie très utile pendant cette opération », c'est ainsi que le Caporal Ouadja Ikpindi exprimait sa joie à l'issue de cette opération. « J'ai beaucoup travaillé, pas uniquement sur mon poste habituel mais aussi avec la population locale. La plupart des femmes ne s'attendaient pas à voir une femme en uniforme, » continue-t-elle à se réjouir.

Les Togolaises ont été formées avant l'opération. Cela faisait partie de la formation du secteur Ouest pour l'opération «Female Outreach» (sensibilisation de la femme). Selon Ouadja : « Cela n'a été que durant l'opération que nous avons réalisé à quel point cette formation était utile, » avant de poursuivre : « nous sommes arrivés dans un village et nous nous sommes rendus compte que la population avait peur de parler avec nous. Nous nous sommes servis de ce que nous avons appris pendant notre formation et une des femmes savait parler notre langue, ce qui a beaucoup aidé. Nous avons tout expliqué au chef du village, ce qui nous a aidé à pouvoir parler avec les femmes et les enfants ».

En tout, six Togolaises ont fait partie de l'opération FURAJI II. « Nos soldats féminins sont très motivées. Elles veulent faire le même travail que les hommes. Elles veulent aller en patrouille et se servir de la mitrailleuse. Je leur ai toujours donné l'opportunité de faire partie de l'équipe. Et elles y



**Adoptez l'éco-attitude**  
N'imprimez ce document  
que si cela est nécessaire !

sont. Elles font un travail remarquable en parlant avec les femmes dans les villages. Elles ont toutes des tâches qui leur sont assignées,» a déclaré le capitaine Salifou, le Commandant de la compagnie.

Pendant les patrouilles, les bataillons ont eu l'opportunité non seulement d'interagir, mais aussi d'aider la population locale. Pendant l'opération ils ont donné 400kg de petit mil, 400 kg de riz, 25 litres d'huile, 15 jouets, 100 ballons, 300 cartables, 1000 cahiers, et une très importante quantité d'eau potable à la population locale.

Pendant ce temps, les Togolaises ont aidé les villageoises à faire certains de leurs travaux dans leur quartier. « C'est une façon de se rapprocher de la population et de montrer que dans notre pays, quand nous ne sommes pas en uniforme, nous sommes toutes les mêmes,» a déclaré Ouadja.

Les infirmiers du Togo et du Sénégal faisant partie de l'opération FURAJI II ont fait deux séances de consultations médicales, ou plus de 300 personnes ont eu l'opportunité de venir voir un médecin et de se faire soigner. Les examens médicaux ont été conduits avec l'aide des médecins locaux et des FAMA. Trois soldats féminins ont été inclus dans l'équipe médicale togolaise, et deux du personnel féminin étaient responsables de l'encadrement des patients dans la salle d'attente. Une bonne occasion pour les Casques bleus d'apprendre quelques mots en langue locale, de parler avec les femmes et de mieux les soigner. L'une des togolaise se souvient : « Une des femmes dans le village de Kikara lavait des vêtements. Elle avait

un enfant dans ses bras, ce qui rendait son travail plus difficile. Nous lui avons demandé si nous pouvions l'aider, et elle nous a tendu son bébé. Nous ne savions pas si elle serait à l'aise avec des inconnus, mais en quelques minutes, nous sommes devenus proches. Elle paraissait contente de nos interactions. Plus tard j'ai remarqué que les femmes d'autres villages aussi étaient contentes de nous laisser tenir leurs enfants. Cela montre que nous avons gagné la confiance de la communauté».

### LE PERSONNEL FÉMININ AU SEIN DES CASQUES BLEUS : UNE NÉCESSITÉ INCONTESTABLE

Il y a environ 37 femmes qui actuellement servent dans le bataillon togolais et 20 d'entre elles ont été formées avec l'information de base concernant le CIED et les actions civilo-militaires. Le secteur Ouest est en train d'augmenter la sensibilisation auprès des soldats de la paix à la population civile, en augmentant le nombre de femmes qui partent en patrouille et qui sont formées dans la sensibilisation.

Le Togo fait partie des pays d'Afrique de l'Ouest qui participent à des opérations de maintien de paix dans des points sensibles à travers le monde. En ce moment, le Togo a environ 1.430 personnes qui servent dans sept missions. Les Peacekeepers sont déployés en République Centrafricaine à la MINUSCA, au Mali à la MINUSMA, en République Démocratique du Congo à la MONUSCO et au Soudan dans la région du Darfour à l'UNAMID.

## MALI : L'ONU NOTE DES PROGRÈS ENCOURAGEANTS DANS LE PROCESSUS DE PAIX DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE VOLATILE



*Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, s'est déclaré jeudi encouragé par les avancées dans le processus de paix au Mali tout en rappelant que le contexte sécuritaire reste volatile avec de nombreuses pertes en vies humaines*  
*“Les douze derniers mois qui se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 2364 en juin 2017 ont été les plus encourageants en termes d'avancées dans le processus de paix depuis la signature, il y a maintenant trois ans de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali”, a dit M. Lacroix dans un exposé devant les membres du Conseil de sécurité.*

Les avancées dans la mise en oeuvre de l'accord de paix comprennent, entre autres, la mise en place des autorités intérimaires dans les cinq régions du nord-Mali; le renforcement du Mécanisme opérationnel de coordination à Gao et sa mise en place à Kidal et à Tombouctou, dans des sites comptant respectivement 160 et 47 combattants à ce jour; et le démarrage de la phase de pré-enregistrement pour le désarmement, démobilisation et réintégration des combattants.

“Ces avancées témoignent d'une dynamique positive porteuse d'espoir pour l'avenir du processus de paix”, a estimé le Secrétaire général adjoint. “Néanmoins, elles demeurent encore insuffisantes et interviennent après trois années marquées par des retards et des obstacles persistants dans sa mise oeuvre”.

Ces progrès dans le processus de paix s'inscrivent dans un contexte sécuritaire qui est “demeuré volatile”, donnant lieu à de nombreuses pertes en vies humaines au sein de la population civile, des forces de défense et de sécurité maliennes, de la force française Barkhane et de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA).

### 101 CASQUES BLEUS ONT TROUVÉ LA MORT AU MALI À LA SUITE D'ACTES HOSTILES

Au sein de la MINUSMA, les pertes en vies humaines des douze derniers mois ont porté à 101 le nombre total de Casques bleus ayant trouvé la mort au Mali à la suite d'actes hostiles depuis le déploiement de la Mission, a indiqué M. Lacroix.

Il a rappelé que c'est pour rendre hommage à ces Casques bleus tombés sur le champ d'honneur que le Secrétaire général s'est rendu récemment au Mali.

“La paix doit se construire sur un socle inclusif et participatif afin d'assurer sa pérennité et son appropriation par tous”, a déclaré Jean-Pierre Lacroix.

Selon lui, cet impératif est d'autant plus important que les deux dernières semaines ont été marquées par “des tensions préoccupantes” sur le plan politique, alimentées par l'approche de l'élection présidentielle prévues dans six semaines. “L'élection présidentielle est une étape cruciale et doit constituer un jalon dans la consolidation de la démocratie malienne”, a dit le Secrétaire général adjoint. “La priorité doit être pour tous les acteurs de travailler main dans la main et de privilégier un dialogue politique inclusif et constructif, propice à la résolution pacifique des différends, afin que les conditions soient réunies pour le déroulement de l'élection dans un climat apaisé”.



## VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES AU MALI : LE CHEF DE L'ONU LANCE UN APPEL AU CALME



*Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a indiqué mardi suivre avec préoccupation le bilan de plus en plus lourd des affrontements intercommunautaires dans le centre du Mali. Le 23 juin, 22 personnes ont été tuées dans le village de Koumaga, dans la région de Mopti. Selon les informations rapportées par les médias, les violences ont frappé la communauté peule et l'identité des assaillants n'a pu à ce jour être confirmée.*

Le Secrétaire général « lance un appel au calme et à la retenue, et exhorte toutes les parties à œuvrer à la résolution pacifique de leurs différends et à la réconciliation à travers le dialogue », a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse. Il « présente ses condoléances aux familles des victimes, au gouvernement et à la population du Mali ».

### LES RESPONSABLES DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DOIVENT ÊTRE TRADUITS EN JUSTICE

Le chef de l'ONU s'est également dit préoccupé par les informations faisant état de violations des

droits de l'homme à l'encontre de la population par les forces gouvernementales, y compris dans le village de Nantaka le 13 juin. Selon des informations rapportées par la presse, des charniers ont été découverts dans cette localité située près de Mopti.

M. Guterres a souligné la nécessité d'identifier les responsables de tous ces crimes et de les traduire en justice. « À cet égard, il se félicite des enquêtes annoncées par les autorités maliennes ainsi que des mesures disciplinaires qui ont été prises », a dit son porte-parole, ajoutant que les Nations Unies restent disposées à apporter leur assistance aux autorités.

« Le Secrétaire général souligne en outre le besoin urgent de répondre à l'instabilité actuelle dans le centre du Mali, y compris à travers le plan gouvernemental de sécurisation intégrée des régions du centre, en vue de créer des conditions propices à la tenue d'élections présidentielles pacifiques en juillet », a ajouté M. Dujarric.

## À UN SOMMET DES CHEFS DE LA POLICE, L'ONU SOULIGNE LE RÔLE ESSENTIEL DES BÉRETS BLEUS



*De hauts responsables policiers du monde entier sont réunis cette semaine au siège de l'ONU pour réfléchir à l'avenir des composantes de police déployées dans les missions de maintien de la paix de l'ONU.*

Ces responsables participent à un Sommet des Nations Unies des chefs de la police (UNCOPS) qui dure deux jours et vise à renforcer les relations entre les Nations Unies et les forces de police nationales afin notamment d'intensifier la réponse globale aux menaces transnationales pour la paix et la sécurité. Plus de 11.000 officiers de police de 89 pays participent actuellement à 16 opérations des Nations Unies dans le monde et

seulement 10% d'entre eux sont des femmes.

Dans son discours à la cérémonie d'ouverture jeudi, Jean-Pierre Lacroix, chef du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, a rendu hommage à l'héroïsme et la bravoure de ces hommes et femmes appelés Bérêts bleus.

« Nos collègues de la Police des Nations Unies opèrent dans des conditions politiques et de sécurité difficile. De plus en plus, nos Bérêts bleus servent dans des contextes où il n'y a pas de règlement politique négocié en place », a-t-il dit. « L'horizon politique à long terme, dans des endroits comme le Soudan du

Sud, le Mali et la République démocratique du Congo (RDC), n'est pas clair ».

M. Lacroix a indiqué que le maintien de la paix dans son ensemble est soumis à des conditions de plus en plus dangereuses, telles que la menace que représentent les groupes armés et extrémistes. Et même si le maintien de la paix demeure un moyen rentable de parvenir à une paix et à une sécurité durable, il n'est pas toujours considéré comme une priorité.

Dans un entretien à ONU Info, le Conseiller pour les questions de police des Nations Unies, Luis Carrilho, a souligné le rôle

essentiel de la police des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix.

« La police joue un rôle essentiel dans la protection de la population, la police joue un rôle essentiel sans que cela soit un rôle politique mais on soutient aussi les objectifs politiques des missions », a plaidé M. Carrilho. « On travaille aussi à la construction de la paix. On travaille aussi pour prévenir les conflits ».

Le chef des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a demandé aux participants du Sommet de soutenir la Police des Nations Unies. Il a aussi appelé à un plus grand engagement politique, rappelant qu'il était vital d'éviter ou d'atténuer les conflits avant

qu'ils ne dégèrent en une crise ouverte.

Les pays ont également été invités à fournir un plus grand nombre d'officiers de police francophones, hommes et femmes, avec des domaines d'expertise particuliers, tels que des antécédents de lutte contre le crime organisé et les crimes graves.

Jean-Pierre Lacroix a ajouté que les femmes Casques bleus peuvent également servir de modèles et de passerelles pour les communautés, en particulier les populations vulnérables. Alors que la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies constituent un autre défi, il a déclaré que des mesures étaient prises dans ce domaine.

La police de l'ONU fait partie intégrante du maintien de la paix de l'ONU, qui célèbre son 70e anniversaire cette année. Les officiers de police aident leurs homologues nationaux dans les pays sortant d'un conflit à créer les conditions qui permettront une paix et un développement durables.

Par exemple, en Haïti, ils offrent actuellement des services de soutien et des conseils stratégiques aux cadres supérieurs et intermédiaires, tout en aidant la police du pays à établir la confiance avec les communautés locales.

La police de l'ONU a été pour la première fois déployée en 1960, au Congo de l'époque, dans le cadre d'une mission de l'ONU

## PROCESSUS ÉLECTORAL : 148 AGENTS DES FORCES DE DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ DU MALI (FDSM) FORMÉS À LA SÉCURISATION DES ÉLECTIONS



*La Police des Nations Unies UNPOL a achevé, le 22 juin dernier à la préfecture de Tombouctou, la quatrième session de formation au profit des Forces de Défense et de Sécurité du Mali sur la sécurisation du processus électoral, en présence du préfet, représentant le Gouverneur de la Région, des représentants de la hiérarchie des FDSM, ainsi que du représentant du Commandant régional d'UNPOL.*

L'objectif de ces ateliers était de renforcer les capacités des participants en matière de techniques de sécurisation du processus électoral avant, pendant et après les scrutins.

Ces sessions se sont déroulées du 21 Mai au 22 Juin. Au total 148 agents des Forces de Défense et de Sécurité du Mali ont été réorientés en maîtrise des différentes phases du processus électoral et leur rôle dans le déroulement du scrutin ; éduqués en Droits de l'Homme et Elections. « Cette action

vous permettra de renforcer vos compétences pour bien gérer les défis sécuritaires pendant tout le processus électoral, afin d'avoir des élections démocratiques, qui répondent aux normes internationales, » a indiqué Djameladine Senoussi Khatir, Adjoint du Commandant Régional UNPOL.

Les stagiaires ont exprimé leur satisfaction face à cette initiative de remise à niveau, permettant de réussir des élections apaisées, notamment, la présidentielle du 29 juillet prochain, jugée cruciale pour la stabilité du Mali. « Les connaissances acquises nous aideront à accomplir avec professionnalisme la sécurisation du matériel électoral, des bureaux de vote, ainsi que la protection des civils lors des scrutins, conformément au droit de l'homme et élections, » a souligné le Lieutenant Sidiki Sangaré, porte-parole des stagiaires.



# LA MINUSMA AIDE À RAMENER L'ÉLECTRICITÉ À KIDAL



*Une équipe de la MINUSMA s'est rendue, les 16 et 18 juin derniers, à la centrale thermique de Kidal, suite à la demande formulée par l'Energie Du Mali (EDM/SA). Celle-ci a sollicité l'aide de la Mission onusienne dans les travaux de manutention et de déchargement de deux nouveaux groupes et divers matériels qu'elle a récemment acquis.*

Véritable bouffée d'oxygène pour la commune urbaine de Kidal, ces groupes électrogènes devraient pallier le manque criard d'électricité dont souffrent les populations de cette localité du nord du Mali. Kidal est en effet plongée dans le noir depuis une semaine, suite à une panne survenue sur l'unique générateur qui alimente la ville.

De fait, l'énergie à Kidal reste tributaire de la situation de crise que vit la ville. En effet, depuis 2012, la centrale électrique doit non seulement faire face au manque de carburant, mais également à l'absence de techniciens qualifiés et de pièces de rechange, afin d'assurer un approvisionnement correct de la ville. Qui plus est, les pannes récurrentes empêchent le stockage et la conservation des produits frais sur le marché, ce qui est à l'origine de la pénurie de fruits et de légumes, surtout en période de chaleur. Le manque

d'électricité entraîne également une insécurité, dès la nuit tombée, avec les nombreux actes de banditisme qui freinent les activités ainsi que les loisirs.

« Le groupe électrogène qui alimente la ville de Kidal en électricité est tombé en panne depuis, le 10 juin 2018 », explique M. Mohamed Ag Mimi, président de la Commission Energie de la ville de Kidal. « Malgré la réception de nouveaux groupes, la commune ne dispose pas de moyens pour décharger ce matériel, nous avons donc sollicité l'appui de la MINUSMA. » Celle-ci a répondu favorablement à cette demande. « Nous avons pris toutes les dispositions, en accord avec le Leadership de la Mission, pour décharger les groupes électrogènes, ainsi que les différents matériels, » a indiqué M. Djibril Ndime, le chef de bureau par intérim de la MINUSMA à Kidal. C'est ainsi que, la Compagnie du génie du Contingent du Bangladesh a été envoyée sur le site de la centrale électrique, exécuter les travaux.

Ayant assisté aux travaux précités, les Kidalais ont manifesté leur satisfaction ainsi que leur optimisme quant au retour de l'électricité dans leur ville au cours des prochains jours...

# GAO : LES RADIOS SENSIBILISÉES À UNE COUVERTURE IMPARTIALE ET ÉQUITABLE DES ÉLECTIONS



*La MINUSMA à Gao a procédé à une séance de sensibilisation des acteurs du processus électoral à l'endroit des radios de la région de Gao. Organisée par La Division des droits de l'homme et de la protection, cette rencontre a eu lieu dans la salle de conférence de la case mystérieuse de la cité des Askia ce lundi 18 juin 2018.*

Une trentaine de femmes et d'hommes des radios des cercles de Gao, d'Ansongo et de Bourem, ont pris part à cette séance de sensibilisation qui s'est articulée autour de deux thèmes développés par des agents de la MINUSMA. Le premier, animé

par M. Jean Marie KALAMA de la Division des droits de l'Homme, a porté sur « les droits de l'homme en période électorale ». Le second quant à lui était animé par Samantha Buonvino de la section de l'information publique et de la communication stratégique, avait pour thème : « Médias et élections/Liberté d'expression: principes et Limites ». « Nous vous avons promis de revenir vers vous pour d'autres formations dans le cadre de votre renforcement de capacité. Nous voulons des journalistes qui observent l'éthique et la déontologie pour un exercice irréprochable. A l'approche des

élections, votre responsabilité est immense pour le pays. Nous attendons que vous fassiez preuve de professionnalisme pour éviter les dérives du métier. Nous comptons sur vous pour une excellente couverture médiatique des prochaines élections » a déclaré madame Ndeye Yandé KANE, Chef du bureau par intérim de la MINUSMA à Gao.

Cette rencontre qui se veut un cadre d'information, de sensibilisation et d'échange entre les médias et la MINUSMA pour une meilleure couverture des élections, a été l'occasion pour

certains responsables des médias de découvrir les instruments juridiques qui prônent la prise en compte des droits de l'homme dans le processus électoral. C'est le cas de madame Fatoumata Maiga, directrice de la radio Humanité de Bourem. Elle est à la tête d'une radio qui est à ses débuts avec une nouvelle équipe. Pour ces premières élections qu'elle compte couvrir, une telle formation était nécessaire. « Je suis à ma première formation du genre et c'est une grande découverte pour moi. J'ai appris la dimension des droits de l'homme que nous devons prendre en compte en tant que média, les devoirs des médias en période électorale, et surtout le partage d'expérience avec les autres confrères. Je remercie la MINUSMA pour cette opportunité » a-t-elle confié.

En sensibilisant les médias sur

leurs rôles dans le processus électoral, cette rencontre contribue à la consolidation de l'espace démocratique et du respect des libertés fondamentales à travers le renforcement des capacités des acteurs en matière de respect des droits de l'homme tout au long du processus électoral. « A quelques jours des élections, il était nécessaire que nous fassions une telle formation pour nous rappeler, nous former sur les valeurs à promouvoir dans nos radios. Il y a de forte chance d'éviter les conflits post électoraux. Je remercie la MINUSMA pour cette initiative salutaire » a prévenu M. Youssoufa Moussa Touré, Directeur de la radio Aadar Koukia d'Ansongo.

Les directeurs, journalistes et animateurs des radios de la région de Gao ont manifesté

un grand intérêt à cette séance d'information et de sensibilisation. Ils ont aussi recommandé la tenue d'autres séances plus approfondies afin qu'ils soient mieux outillés pour contribuer efficacement à la paix et au vivre ensemble. Ils ont aussi signé un document d'engagement pour le respect de l'éthique et la déontologie en période électorale. « Nous avons compris la nécessité du professionnalisme dans notre métier, nous avons compris les abus des médias dans certaines situations, nous avons compris la nécessité d'être équitable à l'antenne, nous avons compris l'importance du respect du code de bonne conduite. Il nous reste à pratiquer les choses apprises et comprises ici pour des élections transparentes et apaisées, » a soutenu M. Ousmane Abdoulaye Touré, Directeur de la radio Naata de Gao.



# EN BREF

## 13 JUIN

Les cartes d'électeurs biométriques de la 8ème région administrative du Mali sont arrivées le 12 juin dernier à Kidal. L'acheminement de ces cartes depuis Bamako a été assuré par l'aviation de la MINUSMA comme dans les autres régions : Mopti, Tombouctou et Gao.

La distribution du lot de 34 578 cartes d'électeurs destinées aux cercles d'Abeibara, Kidal, Tin-Essako et Tessalit, commencera le 20 juin prochain.



## 18 JUIN

### SOUTIEN AUX PROCESSUS ÉLECTORAL : LA MINUSMA RECRUTE ET FORME DES AGENTS ÉLECTORAUX ET ASSISTANTS LOGISTIQUES

La MINUSMA soutient l'organisation des prochaines élections générales de 2018 (présidentielle de juillet et législatives de novembre), avec entre autres, le recrutement et la mise à disposition d'agents électoraux et d'assistants logistiques. Au nombre de 64, ils ont été formés par la Mission onusienne et depuis ce 18 juin, ils sont déployés sur le terrain : dans les régions et les cercles, ainsi que dans le district de Bamako.



Ce sont précisément 15 agents électoraux et 49 assistants logistiques, qui ont été recrutés par la Division des Affaires Electorales de la Mission des Nations Unies au Mali. Le rôle de ces agents, dont 40% sont des femmes, est d'appuyer les préfets et les gouverneurs dans l'organisation des opérations électorales prévues cette année.

Du 12 au 13 juin dernier à Bamako, ces 64 agents électoraux et assistants logistiques ont été formés au plan technique et opérationnel en matière d'appui au processus électoral en général. Au cours de ces deux jours, un accent particulier a été mis sur le cadre juridique et organisationnel régissant l'élection du Président de la République du Mali.

## 18 JUIN

Ce 18 juin, a eu lieu une cérémonie de présentation du Rapport Annuel Narratif Global du Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité au Mali à la communauté des donateurs, en présence du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en charge des Affaires Politiques et Chef par intérim de la MINUSMA. Etaient également présents, les ambassadeurs du Canada, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, les Chefs des coopérations française et suisse, des représentants des ambassades du Danemark et de la Suède, des représentants de la délégation de l'UE, et de plusieurs représentants des composantes de la MINUSMA.

Les donateurs ont apprécié les réalisations concrètes et tangibles du Fonds Fiduciaire qui appui l'application du mandat de la MINUSMA, notamment celui à la mise en œuvre de l'Accord de Paix et l'opérationnalisation des sites de Mécanisme Opérationnel de Coordination à Kidal, Tombouctou et Gao. Ils ont également exprimé leur appréciation des projets mis en œuvre en faveur de la population, à travers des projets de dividendes de la paix dans le nord et le centre du Mali. Les discussions et les échanges francs ont été bien accueillis et les donateurs ont encouragé la tenue d'événements similaires à l'avenir.



## 20 JUIN

### CÉRÉMONIE DE LANCEMENT DES OPÉRATIONS DE DISTRIBUTION DES CARTES D'ÉLECTEURS BIOMÉTRIQUES

Ce 20 juin a eu lieu le lancement officiel de la campagne de distribution des cartes d'électeurs biométriques. C'était à l'école du Camp Digue dans la Commune III de Bamako, en présence de nombreuses personnalités. Parmi elles, le Secrétaire général du Ministère de l'administration territoriale, le gouverneur du district de Bamako, la maire de la commune III ou encore, le représentant de la CENI les chefs de quartiers, et les leaders coutumiers. Prévue pour se tenir jusqu'au 28 juillet prochain, cette campagne devra permettre aux inscrits sur les listes électorales, de récupérer leur carte afin d'accomplir



leur devoir citoyen. Pour faciliter la distribution au niveau de Bamako, une commission et 102 sous commissions ont été créées par le gouvernorat du district, au prorata du nombre d'électeurs par commune.

Il est à rappeler qu'après avoir assuré le transport des cartes dans les régions du nord du Mali, la MINUSMA poursuit son appui au processus électoral. Ainsi, à travers sa Division des Affaires Electorales, la Mission de maintien de paix au Mali a formé et déployé, le 18 juin dernier, 64 agents électoraux et assistants logistiques sur le terrain. Ceci, dans le cadre de son mandat d'appui à l'organisation des élections.

## 22 JUIN

### TOMBOUCTOU : DÉMARRAGE DE LA DISTRIBUTION DES CARTES D'ÉLECTEURS BIOMÉTRIQUES

La distribution des cartes d'électeurs biométriques en prévision des élections, notamment de la présidentielle du 29 juillet prochain, a débuté le 20 juin dernier dans la cité de 333 saints.

Le lancement officiel de cette campagne de distribution des cartes d'électeurs a eu lieu au Centre de Développement Communautaire de Saraikeina (CDC), en présence du Gouverneur de la région Koina Ag Ahmadou, du Maire de la ville, des Chefs de quartiers, des Présidents des commissions de distribution, ainsi qu'une centaine de requérants.

Pour rappel, le 9 juin dernier, la MINUSMA a assuré le transport de 380 241 cartes d'électeurs destinés à cette région.



## 22 JUIN

### LE HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX RÉFUGIÉS, FILIPPO GRANDI EST ARRIVÉ CE MATIN À BAMAKO.

Il a été accueilli à l'aéroport de Bamako Sénou par le Ministre de la Solidarité et de l'Action Humanitaire, Hamadoun Konaté, accompagné par Mahamat Saleh Annadif, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, ainsi que la Représentante résidente du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (UNHCR), Angèle Djohossou.

Venu au Mali pour constater de visu la situation des réfugiés et déplacés au Mali, au cours de son séjour de 48 heures, Filippo Grandi rencontrera les autorités maliennes, les partenaires et le personnel de l'UNHCR mais également les réfugiés eux-mêmes.





## 22 JUIN

Ce 22 juin a eu lieu une cérémonie officielle de remise de véhicules blindés de la République fédérale d'Allemagne à la MINUSMA en présence du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, de l'ambassadeur de l'Allemagne, du Vice-commandant de la Force, d'un représentant du Commissaire de Police et plusieurs représentants des composantes de la MINUSMA.

Les 20 véhicules blindés ont été financés par la contribution de l'Allemagne au Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali. D'un montant de 3,5 millions d'euros, c'est en décembre 2016 que ces fonds ont été versés

par l'Allemagne en soutien à la mobilité protégée des troupes des pays contributeurs à la Mission. L'Ambassadeur d'Allemagne, Dietrich Becker, a souligné « l'opportunité du soutien conformément aux recommandations du Rapport de Santos Cruz, » le Vice-commandant de la Force de la MINUSMA a « noté que les véhicules feront une différence importante dans l'amélioration de la protection des pays contributeurs de troupes à la MINUSMA.

Le Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a par ailleurs saisi « cette opportunité pour remercier l'Allemagne pour son soutien constant à la MINUSMA et pour les précédentes contributions versées au Fonds fiduciaire qui ont permis d'appuyer des mécanismes clés de l'accord de paix tels que le MOC, la Commission Nationale du DDR, la Commission d'Intégration et la Commission Nationale pour la Réforme du Secteur de la Sécurité. Il a également mentionné « le soutien du gouvernement allemand pour la réhabilitation de la piste de l'aéroport de Gao, projet en cours et mené conjointement avec la Mission et qui contribuera à assurer le déploiement continu des troupes au Nord du Mali ».



## 25 JUIN

La distribution des cartes d'électeurs acheminées par la MINUSMA, le 9 juin, a débuté dans la cité des Askia depuis le 20 juin dernier. Dans un premier temps, c'est à la maison des jeunes de Boulgoundjié qu'a commencé cette activité de remise. Dès le premier juillet, les électeurs de Gao devront se rendre à l'école fondamentale Thionville qui couvre le quartier Château, pour retirer leurs titres de vote.

Aucun incident n'est signalé depuis le début de l'opération. Les autorités locales, coutumières et municipales, multiplient les appels pour inciter les populations à aller retirer leurs cartes d'électeurs.

Pour rappel, la MINUSMA avait assuré le transport de 58 469 cartes d'électeurs pour le cercle de Bourem, 72 620 pour le cercle d'Ansongo, 50 410 pour Ménaka et 120 584 pour le cercle de Gao qui dépend encore de la région de Gao dans le domaine électoral.



## 26 JUIN

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif s'est entretenu ce 26 juin, avec l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, Alioune Tine.

M. Tine entreprend sa première mission au Mali du 25 au 29 juin 2018. Cette visite intervient dans un contexte de persistance des violations graves du droit international, des droits de l'homme, des abus du droit international humanitaire dans le pays, qui continuent de ternir les efforts de protection des civils et d'assistance aux victimes.

Durant sa mission, l'Expert indépendant rencontrera les autorités maliennes, le corps diplomatique, des représentants de la MINUSMA et des agences de l'ONU, des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile.



## COMMUNIQUÉS

2 JUIN

### LA MINUSMA CONCLUT SON ENQUÊTE SUR LES INCIDENTS DE BOULKESSY DU 19 MAI 2018

26 juin 2018] – La MINUSMA demeure préoccupée par les graves violations et abus des droits de l'homme commis dans les régions du centre du pays ayant entraîné la mort de plusieurs civils depuis ces derniers mois.

Suite aux allégations récurrentes d'exécutions sommaires extrajudiciaires, de disparitions forcées, d'enlèvements ainsi que des destructions et incendies de biens, conjuguées à des violences meurtrières intercommunautaires, la MINUSMA avait déployé des équipes d'enquête dans le centre et publié deux communiqués de presse, respectivement le 30 mars et le 10 avril sur la gravité de cette situation. La MINUSMA a également souligné ses efforts d'appui aux autorités maliennes dans la conduite de ses enquêtes dans les régions de Mopti et Ségou. Le 19 mai, à la foire hebdomadaire de Boulkessy, en représailles à la mort d'un des leurs, abattu par un élément non identifié, des militaires du bataillon malien de la Force conjointe du G5 Sahel auraient tué des civils sur les lieux.

A cet égard, la MINUSMA a diligenté une enquête destinée à déterminer les circonstances de ces violations et abus et établir les faits et les responsabilités afin que les présumés auteurs soient traduits en justice.

L'enquête de la MINUSMA a permis de conclure que, le 19 mai, des éléments du bataillon malien de la Force conjointe du G5 Sahel ont sommairement et/ou arbitrairement exécuté 12 civils au marché de bétail de Boulkessy. Le rapport de cette enquête a été communiqué au Gouvernement du Mali.

La MINUSMA salue toutes les actions prises immédiatement par la Force conjointe du G5 Sahel et les autorités maliennes, notamment la mise en place d'une commission d'enquête mixte composée de la Gendarmerie nationale et de la Force conjointe du G5 Sahel ; l'ouverture d'une enquête judiciaire par le Procureur militaire de Mopti ; ainsi que les mesures administratives du Ministère de la Défense et des Anciens combattants à l'encontre des éléments présumés suspects d'avoir commis ces graves violations.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies M. Mahamat Saleh Annadif «appelle les autorités maliennes à s'assurer que l'enquête judiciaire en cours puisse s'effectuer dans les meilleurs délais » et « exhorte les autorités maliennes et celle de la Force conjointe du G5 Sahel, à conduire leurs opérations militaires conformément au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire et à protéger la population civile ».

2 JUIN

### DÉCLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES AFFRONTEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LA RÉGION DE MOPTI, MALI

Le Secrétaire général suit avec préoccupation le bilan de plus en plus lourd des affrontements intercommunautaires dans le centre du Mali, notamment la mort de 22 personnes dans le village de Koumaga dans la région de Mopti le 23 juin. Il lance un appel au calme et à la retenue, et exhorte toutes les parties à œuvrer à la résolution pacifique de leurs différends et à la réconciliation à travers le dialogue. Le Secrétaire général présente ses condoléances aux familles des victimes, au Gouvernement et à la population du Mali.

Le Secrétaire général est préoccupé par les informations faisant état de violations des droits de l'homme à l'encontre de la population par les forces gouvernementales, y compris dans le village de Nantaka le 13 juin. Il souligne la nécessité d'identifier les responsables de tous ces crimes et de les traduire en justice. À cet égard, il se félicite des enquêtes annoncées par les autorités maliennes ainsi que des mesures disciplinaires qui ont été prises. Les Nations Unies restent disposées à apporter leur assistance aux autorités.

Le Secrétaire général souligne en outre le besoin urgent de répondre à l'instabilité actuelle dans le centre du Mali, y compris à travers le plan gouvernemental de sécurisation intégrée des régions du Centre, en vue de créer des conditions propices à la tenue d'élections présidentielles pacifiques en juillet.

Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général  
New York, 26 juin 2018



**JOURNÉE INTERNATIONALE NELSON MANDELA**

**18 JUILLET**



**MINUSMA**

Ensemble, réussir la paix

**RETROUVEZ NOUS SUR :**

-  <http://minusma.unmissions.org>
-  [facebook.com/minusma](https://facebook.com/minusma)
-  [www.flickr.com/photos/minusma](https://www.flickr.com/photos/minusma)
-  [twitter.com/UN\\_MINUSMA](https://twitter.com/UN_MINUSMA)
-  [www.youtube.com/minusma](https://www.youtube.com/minusma)
-  [https://www.instagram.com/un\\_minusma](https://www.instagram.com/un_minusma)



- Bamako 106.6 MHz
- Gao 94.0 MHz
- Kidal 94.0 MHz
- Menaka 94.0 MHz
- Mopti 91.8 MHz
- Tessalit 94.0 MHz
- Tombouctou 92.6 MHz

